attac

Courriel d'information n°58

Planet.

mardi 27 juillet 1999

Dans ce numéro

Planet : résolution finale.

Des perspectives de lutte et d'actions communes

1.- L'objectif des Rencontres internationales de juin 1999, organisées par ATTAC, en partenariat avec le CADTM, la Coordination contre les clones de l'AMI, le Forum mondial des alternatives et DAWN était de contribuer à la coordination de réseaux agissant à l'échelle internationale contre la dictature des marchés. Des réseaux qui produisent des outils pour l'analyse et qui favorisent les échanges et les actions communes entre les mouvements citoyens, culturels et de défense des droits, les mouvements sociaux, les mouvements de femmes et les syndicats des différents continents.

2.- Cet objectif n'est pas utopique. Face à l'avancée de la mondialisation libérale, soutenue par des gouvernements qui, souvent, sont les premiers à s'opposer à la mondialisation de la démocratie et des droits humains, il s'agit maintenant de développer et de coordonner des contre-attaques et de faire le lien avec des forces porteuses d'une autre logique. La réussite des Rencontres de Paris, après le succès d'initiatives comme les campagnes contre l'AMI ou pour l'annulation de la dette des pays du tiers-monde, est, en elle-même, un indice de cette attente : plus de 1 200 participants venant de près de 80 pays et représentant des mouvements de nature très diverse.

3.- Il nous faudra faire connaître et soutenir les principales luttes et actions nationales et internationales de résistance à la dictature des marchés financiers, notamment par des campagnes d'urgence en appui aux mouvements sociaux et de défense des droits humains. Face à ces marchés, aux institutions financières internationales, aux entreprises transnationales et aux gouvernements qui leur servent de relais, il importe d'opposer la volonté des peuples et de mettre en relation les forces et mouvements qui l'expriment dans de nombreux pays.
Nous coopèrerons, chaque fois que cela sera possible, avec des réseaux et des mouvements sociaux opposés à la mondialisation, aux niveaux national et international. Cette coopération et ces liens auront comme fondement une pratique démocratique et solidaire. Nous encouragerons particulièrement les liens avec les mouvements de femmes, afin que notre analyse et nos alternatives puissent également être reprises dans une perspective féministe et à partir de la vision des femmes, où qu'elles se trouvent.

4.- La première échéance est le démarrage d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales - le Cycle du millénaire - dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dont la conférence ministérielle est convoquée à Seattle (Etats-Unis) du 30 novembre au 3 décembre 1999. Ces négociations porteront non seulement sur la libéralisation accrue du commerce international, mais aussi sur l'investissement, les marchés publics et la concurrence, les services (santé, éducation, transports, etc.), le brevetage du vivant. Ce qui se profile est donc bien davantage qu'un simple « clone de l'AMI » : rien moins que la mainmise des sociétés transnationales sur tous les domaines de l'existence humaine. Ceci est également vrai d'autres clones, tels les accords bilatéraux de libre-échange : pays méditerranéens-Union européenne ; Corée-Japon-Etats-Unis ; Union européenne-Mexique, qui consacrent la subordination des pouvoirs politiques aux intérêts des « investisseurs » et des marchands.
Il convient donc de lancer une campagne internationale d'information et de mobilisation pour refuser tous les accords qui iraient contre les droits de la personne humaine, les droits des

peuples et le développement durable de la planète.
Avec des mouvements engagés contre l'AMI et l'OMC, nous nous mobilisons, dès l'été 1999, pour exiger un moratoire sur ce Cycle du millénaire, et pour le remplacer par un Cycle du bilan (Assessment Round) de l'OMC. Dans chaque pays, les organisations de la société civile procéderont à cette évaluation par un débat démocratique et une consultation populaire à laquelle doivent être étroitement associés les syndicats de travailleurs et les petites et moyennes entreprises (PME). Attachés au principe de séparation des pouvoirs, nous exigeons également que soit supprimé l'Organisme de règlement des différends (ORD) de l'OMC, où cette dernière est à la fois juge et partie. Une réflexion doit, par ailleurs, s'engager sur la création d'une Cour de justice économique, internationale et indépendante.
Partout dans le monde, nous participerons à la Semaine internationale de mobilisation prévue du 12 octobre (Journée contre la colonisation et la néo-colonisation libérales) au 17 octobre 1999 (Journée internationale contre la misère). Seront notamment menées des actions d'interpellation des gouvernements et des parlementaires, avec comme axe principal la dénonciation des stratégies des sociétés transnationales. Une Journée internationale de mobilisation et d'initiatives publiques aura lieu au moment de l'ouverture de la conférence de Seattle. Notre vigilance ne faiblira pas aussi longtemps que dureront les négociations à l'OMC.

5.- Deuxième thème qui nous rassemblera : la lutte pour la taxation des transactions financières, et la mise hors la loi des paradis fiscaux. Une occasion s'offre à nous, en Europe d'abord, pour cette campagne : la Finlande, qui assure la présidence de l'Union européenne au deuxième semestre 1999, est l'un des deux pays, avec le Canada, où les autorités politiques se sont prononcées en faveur de la taxe Tobin.
Dans cette perspective, une pétition mondiale sera déclinée dans les différents continents et, en particulier, au sein de l'Union européenne qui dispose de la taille critique pour initier une taxation des capitaux spéculatifs. Si, au terme de cette campagne, des mesures concrètes n'étaient pas envisagées par les gouvernements, nous préparerons des mobilisations plus visibles, partout où nous pourrons les réaliser. En Europe, cela pourrait prendre la forme d'une manifestation de masse à Bruxelles ou à Luxembourg, au printemps 2000, afin d'exiger des mesures visant à la suppression des paradis fiscaux : levée du secret bancaire, espace judiciaire ou tribunal pénal international.

6.- Troisième thème de mobilisation ; la dette des pays du Sud et de l'Est. Lors du G7-G8 de Cologne, en juin 1999, les mesures prises ne concernent qu'une faible partie de la dette des pays les plus pauvres, et elles sont conditionnées par le renforcement des plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale. Nous nous opposons à cette conditionnalité qui implique à la fois un abandon de souveraineté nationale et une dégradation supplémentaire des conditions de vie des populations concernées. Afin de rétrocéder aux peuples ce qui leur a été volé, nous soutiendrons l'engagement de poursuites judiciaires à l'égard des profiteurs, dictateurs et chefs d'Etat corrompus, et des responsables de l'endettement. Nous appuierons la réalisation d'un front des pays endettés pour le non-paiement de la dette.
Nous saluons l'organisation d'une rencontre Sud-Sud pour l'annulation de la dette, qui se tiendra à Johannesburg du 18 au 20 novembre 1999. Nous devons nous préparer à de nouvelles mobilisations internationales, notamment à l'occasion du prochain sommet du G7 à Okinawa en juillet 2000, pour que cette dernière année du millénaire soit celle de l'annulation de la dette des pays du Sud et de l'Est.

7.- Quatrième thème de mobilisation : les organismes génétiquement modifiés (OGM). Les mouvements sociaux, syndicats, ONG et citoyen(ne)s participant aux Rencontres internationales décident de mener une campagne d'interpellation des gouvernements et des parlementaires pour exiger :
- la création d'instruments de contrôle démocratiques afin de placer les outils de recherche sur les biotechnologies au service de la société et non pas au profit exclusif des sociétés transnationales ;
- la mise en place d'un moratoire sur les organismes génétiquement modifiés en vue de libérer les paysans des relations de subordination développées par les entreprises transnationales productrices de semences, de permettre le développement d'agricultures alternatives, ainsi qu'une recherche scientifique au service de l'humanité ;
- en Europe, nous soutenons la demande d'annulation de la directive communautaire sur la "protection juridique des inventions biotechnologiques" formulée auprès de la Cour de justice des Communautés européennes par les

gouvernements des Pays-Bas, de l'Italie et de la Norvège ;
- l arrêt, par les gouvernements, de toute négociation sur la brevetabilité du vivant, et l Inclusion, dans la Déclaration des droits de l'homme, du caractère inaliénable des patrimoines génétiques.

8.- L'action néfaste des institutions financières internationales a été mise en évidence une nouvelle fois à l occasion des crises asiatique, russe et brésilienne. Par leurs mesures libérales, elles ont aggravé les situations économiques nationales et ont surtout fait payer aux plus faibles, aux femmes, aux chômeurs, aux petits paysans, aux petites entreprises et aux salariés, le prix de la spéculation financière et de leurs plans d'ajustement. Il convient d'analyser l'action de ces institutions, de faire connaître et de soutenir les mouvements de résistance aux plans d'ajustement, d'exiger un contrôle citoyen et une évaluation contradictoire de leurs actions. Il nous faudra rechercher les responsabilités et lutter contre l'impunité des “experts ”, y compris devant les tribunaux, élaborer et promouvoir, sur le plan international, des propositions alternatives.

9.- Les femmes sont fortement touchées par les conséquences de la mondialisation ; elles sont les premières atteintes par la pauvreté et la violence. Les participant(e)s visent à obtenir l'égalité des droits et leur application sur l'ensemble de la planète. C est pourquoi nous soutiendrons la Marche mondiale des femmes de l'an 2000, ainsi que toutes les initiatives allant dans le même sens.

10.- Des rencontres ultérieures nous permettront de nous retrouver. Nous avons pris date pour une initiative permettant, dans les deux ans, de dresser un bilan des actions engagées. Dès aujourd'hui, il nous faut développer les réseaux à l'échelle internationale pour faciliter les échanges et faire circuler les informations sur les luttes et les actions des différents mouvements. Le réseau Internet est, à cet égard, le plus économique et le plus efficace. La liste Internet "transattac" doit retrouver sa fonction de lieu d'échange du mouvement international ATTAC. Des listes spécifiques et ponctuelles seront mises sur pied pour partager les informations sur les différentes actions engagées : Cycle du millénaire, taxation des capitaux, lutte contre les paradis fiscaux, les OGM, etc.

<http://attac.org/planet/>

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/fra/cale>

- Vous pouvez contacter le groupe local près de chez vous pour informations. Les rencontres et réunions auront de nouveau lieu à partir des tous premiers jours de septembre.